

L'énergie

Par contre, quand on regarde à l'endos du communiqué, on peut lire une phrase qui résume l'attitude du gouvernement: «Le gouvernement autorisera les déductions pour épaissement». Voilà pourtant ce que le gouvernement a refusé à ces deux projets. Il disait qu'il ne pouvait pas autoriser les déductions pour épaissement. On ajoute en outre qu'il «renoncera à toucher la taxe sur les revenus du pétrole tant que la société n'aura pas récupéré ses frais d'immobilisation, en conformité des dispositions du budget fédéral annoncées en avril 1983». Autrement dit, lorsque le consortium Alsands et le projet d'Imperial Oil à Cold Lake étaient prêts à investir 12 milliards de dollars dans chacun des projets, soit en tout 24 milliards, le gouvernement leur a déclaré tout net qu'il n'autoriserait pas les déductions pour épaissement et qu'il s'attendait à ce qu'ils acquittent la taxe sur les revenus du pétrole à compter du moment où ils commenceront à alimenter le pipe-line. La société Imperial se montre de nouveau intéressée et pour l'inciter à investir 300 millions de dollars représentant des retombées de 1,5 milliard sur trois ans, le gouvernement fait exactement ce que les sociétés pétrolières et l'industrie lourde lui avaient demandé de faire tout au début. A mon avis, il a raté le coche: c'est deux ans trop tard.

Or, si le gouvernement s'était montré un peu moins gourmand en ne cherchant pas à tuer la poule aux œufs d'or, il y aurait probablement deux usines dans le nord-est de l'Alberta qui produiraient dans 18 mois d'ici 280 000 barils de pétrole par jour, soit environ 14 p. 100 de tous nos approvisionnements. Il aurait ainsi créé 500 000, plus probablement 700 000 emplois répartis pratiquement dans toutes les provinces. Nous n'importerions plus de pétrole de l'étranger. Nous en importons actuellement 200 000 barils par jour que nous payons comptant parfois plus cher que les cours mondiaux et nous entamons le même cercle vicieux puisqu'en élargissant encore davantage le déficit de notre commerce avec l'étranger, nous affaiblissons notre dollar et nuisons à l'emploi. Nous aurions déjà épargné au moins 5 milliards de dollars en prestations d'assurance-chômage versées par suite de la pénurie d'emplois. Nous aurions évité partout au pays d'innombrables problèmes aux chômeurs qui ont maintenant épousé leurs prestations d'assurance-chômage, qui ont vendu leur maison, leur voiture et leurs effets personnels et qui vivent de l'assistance publique. Dieu seul sait combien de problèmes nous aurions épargnés à leurs enfants traumatisés par une situation qu'ils n'ont jamais vécue auparavant au sein de leur famille. Il n'est pas difficile de comprendre ce que doit ressentir un homme ou une femme qui arrive à la maison les mains vides, sans rien à donner à ses enfants, parce qu'il n'a pas pu trouver d'emploi. Il faudrait vraiment avoir l'esprit obtus pour ne pas comprendre ce qui se passe dans un tel cas. On aurait pu sauver de la faillite des petites et des grandes compagnies. La société Tar Sands, Machine and Welding, appartenait à un particulier de Fort McMurray qui avait consacré tout son temps et tout son avoir à la mettre sur pied et qui faisait un magnifique travail dans le traitement de l'huile lourde. Mais lorsque la société Alsands a fait faillite, elle a dû forcément fermer ses portes elle aussi. Ses 65 employés ont tous perdu leur emploi. Je connais nombre de compagnies qui ont subi le même sort dans le nord-est de

l'Alberta parce que le gouvernement a refusé d'ouvrir les yeux. Le gouvernement s'inquiétait parce qu'il s'imaginait que l'Alberta était avide et c'est pourquoi il souleva le reste du pays contre certains pétroliers de l'Alberta. Le gouvernement était si désireux d'obtenir le plus d'argent possible pour le dépenser ensuite sans compter, sans en demander l'autorisation à la Chambre des communes, qu'il fit avorter deux projets qui paraissent essentiels aujourd'hui, qui l'étaient à ce moment-là et le seront demain, pour assurer notre propre sécurité. Aujourd'hui la sécurité de notre pays est en jeu parce que nos approvisionnements ne sont pas garantis. Et pourtant, nourri de l'argent des contribuables, Petro-Canada investit un demi-milliard au large de la Chine pour y chercher du pétrole.

Quand nous avons voulu savoir à quoi cela servirait, on nous a répondu: C'est une façon pour le Canada de s'approvisionner. Les sables bitumineux constituent une réserve qui dépasse les réserves connues du Moyen-Orient. Nous avons sous nos pieds une mer de pétrole et nous avons les moyens et les connaissances techniques de l'exploiter. Ce serait une bonne façon de créer de l'emploi au Canada et de combattre le chômage. L'argent resterait au pays au lieu d'être exporté à l'étranger. Notre économie deviendrait prospère. Ce serait aussi excellent pour l'unité nationale car s'il y a de l'emploi dans le nord-est de l'Alberta, les travailleurs de toutes les provinces accourent chercher du travail. Il faut les en remercier car ils viennent enrichir nos régions d'un mélange de Canadiens. Par la suite, quand Hibernia sera en exploitation, il attirera à son tour les travailleurs, donnant ainsi lieu à de nouveaux mélanges. C'est de cette manière que l'on bâtit un pays.

• (1630)

Ma motion est toute simple. Je voudrais simplement pouvoir examiner les documents et les études qui ont été faites. Pour autant que je sache, ces études ont révélé au gouvernement et au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, avant même qu'il présente le projet de loi C-48 sur sa politique énergétique nationale, les conséquences dramatiques qu'aurait l'arrêt de ces travaux. Pourtant le ministre n'en a pas tenu compte.

J'ajoute enfin que nous voulions obtenir 24 milliards de l'entreprise privée et non du gouvernement. Le Conseil économique du Canada avait précisé que pour atteindre l'autosuffisance vers l'an 2000, non en 1990, il faudrait investir 260 milliards dans le secteur énergétique.

J'espère que les députés se joindront à moi pour obliger le gouvernement à déposer ces documents, afin que tous les députés et tous les Canadiens puissent savoir pourquoi et comment le gouvernement a décidé d'imposer une taxe sur les recettes pétrolières et gazières.

M. Herb Breau (Gloucester): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de participer au débat, car à mon sens, il a trait à une question très importante, soit l'exploitation des sables bitumineux et, plus particulièrement, le projet Alsands.